

Un état des lieux de la langue et culture régionales d'Alsace.

Rapport moral présenté par Pierre Klein lors de l'AG de la fédération Alsace bilingue.

Eine Bestandsaufnahme der regionalen Sprache und Kultur des Elsass.

Bericht, der von Pierre Klein auf der GV des Verbandes zweisprachiges Elsass vorgestellt wurde.

Nous n'ignorons **les efforts qui sont fournis par la CeA** pour la défense et la promotion de la langue, de la culture et de l'histoire régionales. Ainsi est-elle en train de mettre en place **un affichage public bilingue**, tantôt en standard pour ce qui a un caractère officiel, par exemple devant les collèges et les bibliothèques et les bacs sur le Rhin, qu'elle gère, tantôt en dialecte pour ce qui a un caractère plus informel. Et, elle **entreprend bien d'autres choses**. Il reste qu'elle pourrait **davantage infuser** dans la société alsacienne **une culture autour du bilinguisme**, son histoire, sa valeur et sa modernité, notamment dans le magazine de la CeA. Elle devrait aussi entreprendre une évaluation du **retour sur investissement** de l'ensemble des actions en faveur de la langue et culture régionales menées en Alsace. Ce qui, **à tort**, n'a jamais été fait à notre connaissance.

Mais la CeA ne dispose **pas des pouvoirs et moyens nécessaires et suffisants** pour redresser une situation désormais **très alarmante**. Une des causes principales en est que **le curseur** est entre les mains de l'État. C'est lui reste le véritable maître des lieux. Et nous savons bien que **les conditions ne sont pas réunies en France** pour assurer ne serait-ce que **la survie** des langues régionales et des cultures qu'elles portent. Le minimum de 30 % d'existence sociale, à l'école, dans l'administration, dans la culture, dans les médias, dans l'économie, etc. n'est **pas même assuré**.

Ce qui serait **la base nécessaire** sur laquelle, on pourrait opérer **une revivification**. Nous continuons à **perdre en locuteurs**, notamment dialectaux, et perte signifie **extinction à terme** de la pratique linguistique. On nous dira que tous les enfants d'Alsace font de l'allemand à l'école, une des expressions de la langue régionale d'Alsace, mais en règle générale cet enseignement leur est présenté **comme un enseignement de langue vivante, voire de langue étrangère**. Autrement dit, ils ne savent pas qu'on leur enseigne **aussi leur langue**, une langue d'Alsace. L'investissement **affectif et/ou identitaire** n'est pas recherché. Aussi ces enfants ne se sentent-ils pas investis de cette langue et cela n'en fait que des locuteurs de LR qui s'ignorent. Réaliser **la bascule** qui donc inverserait la tendance **vers un gain** de locuteurs est le **premier des chantiers**.

Concernant la présence de la langue et de la culture régionales à l'école, loin d'assister à des progrès, c'est plutôt le contraire qui est le cas. Cela fait deux ans que **les effectifs** dans le bilingue sont **en régression**, en valeur absolue, comme en valeur relative. L'ouverture de quatre sites en immersif, c'était **surtout de la communication**. De plus ils ont été installés sur des sites existants et ne concernent qu'une cinquantaine d'élèves sur quelque 170 000 que compte l'enseignement primaire en Alsace. L'administration scolaire fait de plus en plus souvent débiter la filière bilingue en moyenne section de la maternelle et **non en petite section**.

De plus en plus souvent aussi, c'est le principe « **un maître, deux langues** » ou « **translanguaging** » qui est mis en place, au détriment du principe de Ronjat-Grammont, « **un maître, une langue** ». La translinguistique peut à la limite convenir lorsque lorsqu'aucune des

deux langues **n'est dévalorisée** par rapport à l'autre. Ce qui est loin d'être le cas en Alsace. Les enseignements en DNL (disciplines non linguistiques) sont **en recul** et celui de la culture est devenu **quasi inexistant**.

Le rectorat évoque souvent **le manque d'enseignants**, mais **les forme-t-il** ? Travaille-t-il à ce que l'Éducation nationale **intègre**, comme il se doit, dans la fonction publique **les enseignants étrangers venus de pays germanophones**. Fait-il seulement **de l'information** à ce sujet dans les pays concernés ? Fait-il œuvre **d'incitation** auprès des étudiants français. Une solution qu'il pourrait préconiser c'est un **Erasmus de la formation d'enseignants d'allemand**. Prend-il seulement tous les enseignants germanophones que « RecrutoRRs » s'efforce **de dénicher** ? Par ailleurs, on assiste à une **insuffisance** de réunions d'informations et de promotion du bilinguisme scolaire. Voilà seulement pour **quelques griefs et propositions**.

Mais **l'école ne fait pas tout**, or on a un peu trop tendance en Alsace à **tout focaliser** sur elle. Les langues et les cultures qui ne sont qu'enseignées, c'est-à-dire qui ne trouvent leur place qu'à l'école, ce sont les langues et les cultures dites mortes. Autrement dit l'enseignement doit impérativement être accompagné, voire devancé **d'une pratique sociale**, notamment dans les administrations, les médias et dans les activités culturelles. On ne se passionne généralement pas pour les langues **qui ne servent à rien**.

La société alsacienne n'est **pas traversée** par un récit ou un narratif sur ce qu'est l'Alsace. Chaque Alsacien a **un ressenti** sur le sujet, mais surtout quelque chose de **non travaillé en commun** et l'on assiste à beaucoup d'approximations de contradiction, voire d'élucubrations. En cela, si l'Alsace a une histoire, mais **elle n'a pas de mémoire**. La faute en revient principalement à **un très fort déficit** de l'enseignement de l'histoire et de la culture dites régionales et de leur **présence très minimaliste** dans les médias publics.

La culture en Alsace reste largement dominée par **un mainstream national** très peu ouvert aux réalités culturelles régionales, passées et présentes. Par ailleurs, toutes celles et tous ceux qui assurent **les programmations** culturelles dans nos villes et nos villages, les chargés de mission notamment, ne sortent-ils pas **du même moule**, des mêmes formations universitaires, dont on sait qu'elles ne réservent pas de grande place à la culture dite régionale qui reste pour eux **une nébuleuse** ?

Aussi, sa place dans l'action culturelle est-elle **des plus indigentes**. Et si d'aventure la culture dite régionale trouve de temps à autre une place dans les programmes et programmations, c'est souvent dû à ou à un réflexe **iconoclaste** dans le règne **de l'uniformité** que peuvent avoir celles ou ceux qui sont à la manœuvre, mais **jamais selon un concept global** portant en lui les éléments identificatoires alsaciens.

Les Institutions politiques alsaciennes finalisent en ce moment la transformation de l'OLCA qui jusqu'à présent était une association, en un véritable **Office public de la langue régionale**, l'instar de ce qui existe en Bretagne et au Pays basque. Nous sommes intervenus à plusieurs reprises auprès des institutions pour ce que ce nouvel office ait véritablement dans son **cahier de charge** le développement et la promotion de la langue, de la culture et de l'histoire dite régionale.

Qu'à l'instar de feu l'ORBI (office régional pour le bilinguisme), il travaille au développement et à la promotion de la langue régionale **dans sa double dimension**, allemand

standard et dialectes alémaniques et franciques, dans **une diglossie** qui ne lèse ni le premier ni les seconds, comme en suisse alémanique où les deux cohabitent dans une **absence de hiérarchisation**. Il faudra aussi que le nouvel office **se déploie dans les principales villes** d'Alsace par des relais afin d'en assurer **une proximité**. Nous comptons évidemment être intégrés dans un des organes au moins du nouvel office.

La chose linguistique et culturelle alsacienne a tellement été « **négligée** » dans les trente ans suivant la fin de la Seconde Guerre mondiale, le temps d'une génération, que si l'on veut vraiment y remédier, l'importance d'un discours **de positivation** ou de repositivation est de **première importance**. Et cela ne coûte pas beaucoup **de réitérer** un discours officiel et public sur **la grande efficacité** sociale, économique et culturelle **du bilinguisme français-allemand** standard et dialectal et **d'une identité reconnue et promue**, et que déjà celles et ceux parmi les décideurs qui connaissant l'une et/ou l'autre variante de la langue régionale **l'utilisent publiquement**. Les langues ne meurent pas, c'est **leur pratique qui s'éteint**.

Enfin, il reste qu'au moment où un **débat institutionnel** est à l'ordre du jour en Alsace, il faut bien se rendre compte qu'il **ne suffira pas de revenir** à une simple Région Alsace, les Régions françaises disposant de si peu de pouvoirs et de moyens en matière de politique et d'aménagement linguistiques, qu'un simple retour ne permettra **pas de faire plus** que ce qui a été fait avant 2016, c'est-à-dire que des choses à la marge, l'acteur majeur restant comme dit l'État **qui attribue les domaines évoqués à son domaine régalien**. Une vraie spécificité française eu égard à ce qui se fait dans les démocraties environnantes.

Le problème linguistique et culturel alsacien, n'est pas un problème de l'Alsace, c'est un problème français, celui d'une France jacobine qui se tire une balle dans le pied en **ne valorisant pas** sa propre diversité. Il importe que les forces politiques alsaciennes **engagent un fort dialogue** avec l'État afin d'obtenir les nécessaires concessions seules à même **de remédier à une situation désormais catastrophique**. Langue et culture régionales sont très proches du **champ de ruines**.

Il est un exemple **à prendre en considération**, celui du Pays de Galles. Il y a plusieurs décennies la pratique du gallois **était au plus bas** parmi la jeunesse. Après la politique de dévolutions mises en place par Tony Blair, le Pays de Galles **s'est vu attribuer** les pouvoirs politiques et les moyens financiers qui lui permettent de **redresser** la situation, de **basculer** dans le positif. Aujourd'hui, à côté d'être évidemment anglophone à 100 %, la jeunesse galloise et **à nouveau gallophone** à 50 % et la courbe ne cesse de croître.

Un autre exemple, très récent d'ailleurs, est celui de la **République tchèque**. En février 2023, il a été décidé **d'appliquer la Charte européenne** des langues régionales ou minoritaires **à l'allemand**. En février 2024, la mesure est entrée en vigueur. Dans huit districts du pays, **l'enseignement bilingue sera proposé** dans les écoles maternelles, primaires, secondaires et professionnelles publiques, avec une proportion **de 50%** pour la langue allemande.

L'allemand doit aussi être proposé **dans les universités** non seulement comme matière (études germaniques), mais aussi comme **langue d'enseignement** dans d'autres matières. **Les médias publics et privés** doivent mettre à disposition des émissions en langue allemande. Lors du recensement de 2001, environ 39 000 personnes se sont déclarées germanophones dans la République tchèque. Cette dernière fait donc aujourd'hui **œuvre de résilience**. On se souvient du sort qui avait été réservé aux Allemands des Sudètes en 1945 et après.

Je dirais pour conclure que pouvoirs et moyens financiers sont **les données incontournables** si l'on veut redresser la situation alsacienne. Ce qui ne sera pas demandé **ne sera pas obtenu**. A cela s'ajoute la nécessité d'assurer le développement **d'une vraie culture du sujet** au niveau de la société alsacienne.

Le chemin vers la transformation passe par **un défi**, celui de basculer vers un nouveau modèle, par une **résilience**, c'est-à-dire par la reprise d'un nouveau développement après un abandon) et enfin par **une responsabilité** à assumer par les piliers de la société : les citoyens, les pouvoirs publics, les corps intermédiaires et le monde économique. PK

Bericht zur Lage der Dinge

Wir wissen, dass sich die CeA (Gebietskörperschaft Elsass) für den Schutz und die Förderung der regionalen Sprache, Kultur und Geschichte einsetzt. So ist sie dabei, eine zweisprachige öffentliche Plakataktion durchzuführen, und zwar sowohl in Standardsprache für offizielle Zwecke, z. B. vor von ihr betriebenen Colleges, Bibliotheken und Rheinfähren, als auch in Dialekt für eher informellere Zwecke. Und sie unternimmt noch viele andere Dinge. Allerdings könnte sie der elsässischen Gesellschaft noch mehr Kultur rund um die Zweisprachigkeit, ihre Geschichte, ihren Wert und ihre Modernität vermitteln, insbesondere in der CeA-Zeitschrift. Sie sollte auch eine Bewertung der Investitionsrendite aller im Elsass durchgeführten Maßnahmen zur Förderung der Regionalsprache und -kultur vornehmen. Dies wurde unseres Wissens nach fälschlicherweise nie getan.

Die CeA verfügt jedoch nicht über die notwendigen und ausreichenden Befugnisse und Mittel, um eine mittlerweile sehr alarmierende Situation zu bereinigen. Eine der Hauptursachen dafür ist, dass der Cursor in den Händen des Staates liegt. Er ist nach wie vor der wahre Herrscher über das Geschehen. Und wir wissen sehr wohl, dass die Bedingungen in Frankreich nicht gegeben sind, um auch nur das Überleben der Regionalsprachen und der von ihnen getragenen Kulturen zu sichern. Nicht einmal das Minimum von 30 % der gesellschaftlichen Existenz, in der Schule, in der Verwaltung, in der Kultur, in den Medien, in der Wirtschaft usw. ist gewährleistet.

Was die Präsenz der Regionalsprache und -kultur in der Schule betrifft, so sind keine Fortschritte zu verzeichnen, sondern das Gegenteil ist der Fall. Seit zwei Jahren ist die Zahl der zweisprachigen Schüler rückläufig, sowohl in absoluten als auch in relativen Zahlen. Die Eröffnung von vier immersiven Standorten war vor allem Kommunikation. Außerdem wurden sie an bestehenden Standorten eingerichtet und betreffen nur etwa 50 Schüler von den rund 170 000 Schülern, die im Elsass die Primärschule besuchen. Die Schulverwaltung lässt den zweisprachigen Zweig immer häufiger in der mittleren Sektion des Kindergartens beginnen und nicht in der kleinen Sektion.

Immer häufiger wird auch das Prinzip „ein Lehrer, zwei Sprachen“ oder „translanguaging“ eingeführt, auf Kosten des Ronjat-Grammont-Prinzips „ein Lehrer, eine Sprache“. Die Translanguistik kann allenfalls dann passen, wenn keine der beiden Sprachen gegenüber der anderen abgewertet wird. Dies ist im Elsass bei weitem nicht der Fall. Der Unterricht in den nichtsprachlichen Fächern (DNL) ist rückläufig und der Kulturunterricht ist praktisch inexistent geworden.

Das Rektorat verweist oft auf den Mangel an Lehrkräften, aber bildet es diese auch aus? Arbeitet es daran, dass das Bildungswesen ausländische Lehrkräfte aus deutschsprachigen

Ländern in den öffentlichen Dienst integriert, wie es sich gehört? Informiert er die betreffenden Länder lediglich über dieses Thema? Wirkt er bei den französischen Schülern als Anreiz? Eine Lösung, die er empfehlen könnte, wäre ein Erasmus-Programm für die Ausbildung von Deutschlehrern. Nimmt er nur all die deutschsprachigen Lehrer, die „RecrutoRRs“ aufspürt? Darüber hinaus gibt es zu wenig Informationsveranstaltungen, die die Zweisprachigkeit in der Schule fördern. Soweit nur einige wenige Missstände und Vorschläge.

Aber die Schule macht nicht alles, und im Elsass neigt man ein wenig zu sehr dazu, alles auf sie zu fokussieren. Die Sprachen und Kulturen, die nur gelehrt werden, d.h. die ihren Platz nur in der Schule finden, sind die sogenannten toten Sprachen und Kulturen. Mit anderen Worten: Der Unterricht muss unbedingt von einer sozialen Praxis begleitet werden oder dieser sogar vorausgehen, insbesondere in den Behörden, den Medien und bei kulturellen Aktivitäten. Für Sprachen, die zu nichts nütze sind, kann man sich im Allgemeinen nicht begeistern.

Die elsässische Gesellschaft wird nicht von einer Erzählung oder einem Narrativ darüber durchzogen, was das Elsass ist. Jeder Elsässer hat ein Gefühl zu diesem Thema, aber vor allem etwas, das nicht gemeinsam bearbeitet wird, und es kommt zu vielen Annäherungen, Widersprüchen und sogar Hirngespinnsten. In dieser Hinsicht hat das Elsass zwar eine Geschichte, aber kein Gedächtnis. Schuld daran ist vor allem ein sehr starkes Defizit im Unterricht der sogenannten Regionalgeschichte und -kultur und ihre sehr minimalistische Präsenz in den öffentlichen Medien.

Die Kultur im Elsass wird nach wie vor weitgehend von einem nationalen Mainstream dominiert, der den regionalen kulturellen Realitäten in Vergangenheit und Gegenwart gegenüber sehr unaufgeschlossen ist. Außerdem stammen nicht alle, die in unseren Städten und Dörfern für die Kulturprogramme zuständig sind, insbesondere die Kulturreferenten, aus derselben Gussform, aus derselben universitären Ausbildung, die bekanntlich der sogenannten Regionalkultur keinen großen Platz einräumt, da diese für sie eine nebulöse Erscheinung bleibt?

Daher ist ihr Stellenwert in der Kulturarbeit äußerst gering. Und wenn die so genannte Regionalkultur doch einmal einen Platz in den Programmen findet, so ist dies oft auf einen ikonoklastischen Reflex in der Herrschaft der Uniformität zurückzuführen, die von den Verantwortlichen ausgeht, aber niemals auf ein Gesamtkonzept, das die elsässischen Identifikationselemente in sich trägt.

Die politischen Institutionen des Elsass sind derzeit dabei, die Umwandlung der OLCA, die bislang ein Verein war, in ein echtes öffentliches Amt für die Regionalsprache nach dem Vorbild der Bretagne und des Baskenlandes abzuschließen. Wir haben uns mehrfach bei den Institutionen dafür eingesetzt, dass dieses neue Amt die Entwicklung und Förderung der Sprache, Kultur und Geschichte der Region in sein Pflichtenheft aufnimmt.

Dass es nach dem Vorbild des verstorbenen ORBI (Regionalamt für die Zweisprachigkeit) an der Entwicklung und Förderung der Regionalsprache in ihrer doppelten Dimension arbeitet, d.h. Standarddeutsch und alemannische und fränkische Dialekte, in einer Diglossie, die weder das Erstere noch das Letztere benachteiligt, wie in der Deutschschweiz, wo beide in einer fehlenden Hierarchie nebeneinander existieren. Das neue Amt muss sich auch in den wichtigsten Städten des Elsass durch Relais ausbreiten, um die Nähe zu gewährleisten. Wir

rechnen natürlich damit, in mindestens einem der Organe des neuen Amtes integriert zu werden.

Die sprachliche und kulturelle Sache des Elsass wurde in den dreißig Jahren nach dem Ende des Zweiten Weltkriegs, der Zeit einer Generation, so sehr „negativiert“, dass, wenn man wirklich etwas dagegen tun will, die Bedeutung eines Positivierungs- oder Repositivierungsdiskurses von größter Wichtigkeit ist. Und es kostet nicht viel, einen offiziellen und öffentlichen Diskurs über die große soziale, wirtschaftliche und kulturelle Effizienz der Zweisprachigkeit Französisch-Deutsch Standard und Dialekt und einer anerkannten und geförderten Identität zu wiederholen, und dass bereits diejenigen unter den Entscheidungsträgern, die die eine und/oder die andere Variante der Regionalsprache kennen, diese öffentlich verwenden. Die Sprachen sterben nicht aus, sondern nur ihre Praxis.

Schließlich bleibt festzuhalten, dass man sich zu einem Zeitpunkt, da im Elsass eine institutionelle Debatte auf der Tagesordnung steht, darüber im Klaren sein muss, dass es nicht ausreichen wird, zu einer einfachen Region Elsass zurückzukehren, da die französischen Regionen über so wenig Befugnisse und Mittel im Bereich der Sprachpolitik und -planung verfügen, dass eine einfache Rückkehr nicht mehr ermöglichen wird, als das, was vor 2016 getan wurde, d. h. nur Dinge am Rande, wobei der Hauptakteur, wie gesagt, der Staat bleibt, der die genannten Bereiche seinem Hoheitsbereich zuordnet. Eine echte französische Besonderheit im Vergleich zu dem, was in den umliegenden Demokratien getan wird.

Das elsässische Sprach- und Kulturproblem ist kein Problem des Elsass, sondern ein französisches Problem, das Problem eines jakobinischen Frankreichs, das sich selbst in den Fuß schießt, indem es seine eigene Vielfalt nicht wertschätzt. Es ist wichtig, dass die politischen Kräfte im Elsass einen starken Dialog mit dem Staat aufnehmen, um die notwendigen Zugeständnisse zu erreichen, die allein in der Lage sind, eine mittlerweile katastrophale Situation zu beheben. Regionalsprache und -kultur sind dem Trümmerfeld sehr nahe.

Ein Beispiel, das man in Betracht ziehen sollte, ist Wales. Vor Jahrzehnten war der Gebrauch des Walisischen unter der Jugend auf einem Tiefpunkt angelangt. Nach der von Tony Blair eingeführten Devolutionspolitik erhielt Wales die politischen Befugnisse und finanziellen Mittel, um die Situation zu bereinigen und ins Positive zu drehen. Heute ist die walisische Jugend nicht nur offensichtlich zu 100 % englischsprachig, sondern auch zu 50 % wieder walisischsprachig, und die Kurve steigt weiter an.

Ein weiteres Beispiel, das übrigens sehr neu ist, ist die Tschechische Republik. Im Februar 2023 wurde beschlossen, die Europäische Charta der Regional- oder Minderheitensprachen auf Deutsch anzuwenden. Im Februar 2024 trat die Maßnahme in Kraft. In acht Bezirken des Landes soll in öffentlichen Kindergärten, Grund-, Sekundar- und Berufsschulen zweisprachiger Unterricht mit einem Anteil von 50 % für die deutsche Sprache angeboten werden.

Auch an den Universitäten soll Deutsch nicht nur als Fach (Germanistik), sondern auch als Unterrichtssprache in anderen Fächern angeboten werden. Öffentliche und private Medien müssen Sendungen in deutscher Sprache zur Verfügung stellen. Bei der Volkszählung 2001 gaben rund 39.000 Menschen in der Tschechischen Republik an, deutschsprachig zu sein. Die Tschechische Republik erweist sich also heute als widerstandsfähig. Wir erinnern uns an das Schicksal, das den Sudetendeutschen 1945 und danach widerfahren war.

Abschließend möchte ich sagen, dass Macht und finanzielle Mittel die unumgänglichen Faktoren sind, wenn man die Situation im Elsass verbessern will. Was nicht gefordert wird, wird auch nicht erreicht. Hinzu kommt die Notwendigkeit, die Entwicklung einer echten Subjektkultur auf der Ebene der elsässischen Gesellschaft zu gewährleisten.

Der Weg zur Transformation führt über die Herausforderung, auf ein neues Modell umzuschwenken, über Resilienz, d.h. die Wiederaufnahme einer neuen Entwicklung nach einem Abbruch) und schließlich über eine Verantwortung, die von den Säulen der Gesellschaft übernommen werden muss: den Bürgern, den Behörden, den Körperschaften und der Wirtschaft. PK